

## INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS LOCAUX

### REFERENCES

- [Loi n°2002-276](#) du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité – articles 81 et 99 (JORF du 28 février 2002)
- [Décret n°2016-670](#) du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (JORF du 26 mai 2016)
- [Décret n°2017-85](#) du 26 janvier 2017 portant modification du décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation (JORF du 27 janvier 2017)

**EFFET : 1<sup>er</sup> février 2017**

**RAPPEL** : les indemnités de fonction des élus locaux sont revalorisées au 1<sup>er</sup> février 2017 (+0,6% d'augmentation de la valeur du point d'indice)

*ANNULE ET REMPLACE LA NOTE D'INFORMATION N°2017-19 DU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2017*

*DISPONIBLE SUR LE SITE [www.cdg87.fr](http://www.cdg87.fr)*

## INDEMNITES DE FONCTION POUR L'EXERCICE EFFECTIF DES FONCTIONS DE MAIRE (Article L.2123-23-1 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

**46 447,88 Euros annuel**

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>			
Population (habitants) (1)	<b>MAIRES</b>		
	% de l'IB 1022	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>	
		annuelles	mensuelles
moins de 500	17%	7 896,14	658,01
de 500 à 999	31%	14 398,84	1 199,90
de 1 000 à 3 499	43%	19 972,59	1 664,38
de 3 500 à 9 999	55%	25 546,33	2 128,86
de 10 000 à 19 999	65%	30 191,12	2 515,93
de 20 000 à 49 999	90%	41 803,09	3 483,59
de 50 000 à 99 999	110%	51 092,67	4 257,72
100 000 et plus	145%	67 349,43	5 612,45

(1) La population à prendre en compte est la population **totale** résultant du dernier recensement (art. L.2123-23 du CGCT).

Cette population municipale est définie à l'article R.2151-1 du CGCT. Elle comprend :

1. Les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune. La résidence habituelle, au sens du présent décret, d'une personne ayant plusieurs résidences en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer ou à Saint-Pierre-et-Miquelon est :

- a) Pour une personne mineure résidant ailleurs du fait de ses études, la résidence de sa famille ;
- b) Pour une personne résidant dans une communauté appartenant aux catégories 1 à 3 définies au VI du présent article, la communauté ;
- c) Pour une personne majeure résidant dans une communauté appartenant à la catégorie 4 définie au VI du présent article, la communauté ;
- d) Pour une personne majeure résidant du fait de ses études hors de la résidence familiale et hors communauté, son logement ;
- e) Pour un conjoint, concubin ou personne liée par un PACS résidant pour des raisons professionnelles hors de la résidence familiale et hors communauté, sa résidence familiale ;
- f) Pour une personne qui ne se trouve dans aucune des situations décrites ci-dessus, la résidence dans laquelle elle réside le plus longtemps ;

2. Les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires dont le siège est situé sur le territoire de la commune ;

3. Les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune ;

4. Les personnes résidant habituellement dans les habitations mobiles, recensées sur le territoire de la commune.

**REMARQUE :** Conformément aux articles L.2123-22 et R.2123-23 du Code général des collectivités territoriales, les indemnités de fonctions des maires peuvent être majorées dans les limites suivantes : Communes chefs lieux de département **25%** ; d'arrondissement **20%** ; de canton **15%**. Ces majorations sont facultatives et se cumulent. Chacune d'entre elles s'applique sur les taux fixés par l'organe délibérant, et non sur les taux maxima fixés par la loi. La limite de cumul des indemnités et des rémunérations perçues par les élus locaux pour l'exercice d'autres mandats est égale à 1 fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire.

## INDEMNITE DE FONCTION DES ADJOINTS\*

(Article L.2123-24 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

**46 447,88 Euros** annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>			
Population (habitants) (1)	Taux maximal en % de l'IB 1022	<b>INDEMNITE BRUTE</b>	
		annuelles	mensuelles
moins de 500	6,60%	3 065,56	255,46
de 500 à 999	8,25%	3 831,95	319,33
de 1 000 à 3 499	16,50%	7 663,90	638,66
de 3 500 à 9 999	22,00%	10 218,53	851,54
de 10 000 à 19 999	27,50%	12 773,17	1 064,43
de 20 000 à 49 999	33,00%	15 327,80	1 277,32
de 50 000 à 99 999	44,00%	20 437,07	1 703,09
de 100 000 à 200 000	66,00%	30 655,60	2 554,63
plus de 200 000	72,50%	33 674,71	2 806,23

(1) La population à prendre en compte est la population totale résultant du dernier recensement général de la population.

\* L'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu, sous la condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux maires adjoints ne soit pas dépassé.

**REMARQUE :** Conformément aux articles L.2123-22 et R.2123-23 du Code général des collectivités territoriales, les indemnités de fonctions des adjoints, des conseillers municipaux, peuvent être majorées dans les limites suivantes : Communes chefs lieux de département **25%**; d'arrondissement **20%**; de canton **15%**. Ces majorations sont facultatives et se cumulent. Chacune d'entre elles s'applique sur les taux fixés par l'organe délibérant, et non sur les taux maxima fixés par la loi. La limite de cumul des indemnités et des rémunérations perçues par les élus locaux pour l'exercice d'autres mandats est égale à 1 fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire.

## INDEMNITES DE FONCTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX (Article L.2123-24 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017			
Communes	CONSEILLERS MUNICIPAUX		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles
Communes de 100 000 hab. et + (fonctions de conseiller municipal - art. L.2123-24-1-I)	6%	2 786,87	232,24
Communes de moins de 100 000 hab. (fonctions de conseiller municipal - art. L.2123-24-1-II)	<b>6% (dans la limite de l'enveloppe budgétaire des maires et adjoints)</b>		
Ensemble des communes (fonctions de conseiller municipal délégué - art. L.2123-24-1-III)	Enveloppe budgétaire* des maires et adjoints		

\* Les conseillers municipaux délégués peuvent percevoir une indemnité de fonction dans la limite de l'enveloppe globale des indemnités maximales du maire et des adjoints. Lorsqu'il supplée le maire dans la plénitude de ses fonctions, le conseiller municipal peut percevoir l'indemnité maximale du maire, éventuellement majorée, pendant la durée de la suppléance.

## INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS REGIONAUX (Articles L.4135-16 et L.4135-17 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)

IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>									
Population régionale (habitants)	<b>CONSEILLERS REGIONAUX</b>			<b>VICE-PRESIDENTS</b>			<b>MEMBRES DU BUREAU</b>		
	% de l'IB 1022	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>		% de l'indemnité de conseiller	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>		% de l'indemnité de conseiller	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 1 000 000	40%	18 579,15	1 548,26	140%	26 010,81	2 167,57	110%	20 437,07	1 703,09
de 1 000 000 à 1 999 999	50%	23 223,94	1 935,33	140%	32 513,52	2 709,46	110%	25 546,33	2 128,86
de 2 000 000 à 2 999 999	60%	27 868,73	2 322,39	140%	39 016,22	3 251,35	110%	30 655,60	2 554,63
plus de 3 000 000	70%	32 513,52	2 709,46	140%	45 518,92	3 793,24	110%	35 764,87	2 980,41

L'indemnité de fonction des présidents de conseils régionaux est au maximum égal au traitement afférent à l'IB 1022 (soit IM 826) augmenté de 45% soit 67 349,43 euros par an, soit 5 612,45 euros par mois.

## INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS DEPARTEMENTAUX (Article L.3123-16 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

**46 447,88 Euros** annuel

INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017			
Population départementale	CONSEILLERS GENERAUX		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles
moins de 250 000	40%	18 579,15	1 548,26
250 000 à - de 500 000	50%	23 223,94	1 935,33
500 000 à - de 1 million	60%	27 868,73	2 322,39
1 million à - de 1,25 million	65%	30 191,12	2 515,93
1,25 million et plus	70%	32 513,52	2 709,46

**Président du Conseil Général** (article L.3123-17 du CGCT) : IB 1022 majoré de 45%.

**Vice président** ayant délégation de l'exécutif du Conseil Général (article L.3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40%.

**Membre de la Commission permanente** (article L.3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10%.

**INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DE COMMUNAUTES  
URBAINES, DE COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET DE COMMUNAUTES  
D'AGGLOMERATION NOUVELLE**

(Articles L.5211-12, R.5211-4, R.5215-2-1 ; L.5211-12, R.5211-4, R.5216-1 ; L.5211-12, R.5211-4, R.5331-1 du  
CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>						
Population (habitants) (1)	PRESIDENTS			VICE-PRESIDENTS		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES		% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
de 20 000 à 49 999	90%	41 803,09	3 483,59	33,00%	15 327,80	1 277,32
de 50 000 à 99 999	110%	51 092,67	4 257,72	44,00%	20 437,07	1 703,09
de 100 000 à 199 999	145%	67 349,43	5 612,45	66,00%	30 655,60	2 554,63
plus de 200 000	145%	67 349,43	5 612,45	72,50%	33 674,71	2 806,23

(1) La population à prendre en compte est égale à celle de l'ensemble des communes composant l'établissement public concerné.

# INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

(Articles L.5211-12, R.5211-4 et R.5214-1 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>						
Population (habitants) (1)	PRESIDENTS			VICE-PRESIDENTS		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES		% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 500	12,75%	5 922,10	493,51	4,95%	2 299,17	191,60
de 500 à 999	23,25%	10 799,13	899,93	6,19%	2 875,12	239,59
de 1 000 à 3 499	32,25%	14 979,44	1 248,29	12,37%	5 745,60	478,80
de 3 500 à 9 999	41,25%	19 159,75	1 596,65	16,50%	7 663,90	638,66
de 10 000 à 19 999	48,75%	22 643,34	1 886,95	20,63%	9 582,20	798,52
de 20 000 à 49 999	67,50%	31 352,32	2 612,69	24,73%	11 486,56	957,21
de 50 000 à 99 999	82,49%	38 314,86	3 192,90	33,00%	15 327,80	1 277,32
de 100 000 à 199 999	108,75%	50 512,07	4 209,34	49,50%	22 991,70	1 915,98
plus de 200 000	108,75%	50 512,07	4 209,34	54,37%	25 253,71	2 104,48

(1) La population à prendre en compte est égale à celle de l'ensemble des communes composant l'établissement public concerné.



**INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DES SYNDICATS DE  
COMMUNES ET DES SYNDICATS D'AGGLOMERATION NOUVELLE**  
(Articles L.5211-12, R.5211-4 et R.5212-1 ; R.5332-1 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>						
Population (habitants) (1)	PRESIDENTS			VICE-PRESIDENTS		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES		% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 500	4,73%	2 196,98	183,08	1,89%	877,86	73,16
de 500 à 999	6,69%	3 107,36	258,95	2,68%	1 244,80	103,73
de 1 000 à 3 499	12,20%	5 666,64	472,22	4,65%	2 159,83	179,99
de 3 500 à 9 999	16,93%	7 863,63	655,30	6,77%	3 144,52	262,04
de 10 000 à 19 999	21,66%	10 060,61	838,38	8,66%	4 022,39	335,20
de 20 000 à 49 999	25,59%	11 886,01	990,50	10,24%	4 756,26	396,36
de 50 000 à 99 999	29,53%	13 716,06	1 143,00	11,81%	5 485,49	457,12
de 100 000 à 199 999	35,44%	16 461,13	1 371,76	17,72%	8 230,56	685,88
plus de 200 000	37,41%	17 376,15	1 448,01	18,70%	8 685,75	723,81

(1) La population à prendre en compte est égale à celle de l'ensemble des communes composant l'établissement public concerné.

## INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DE SYNDICATS MIXTES\*

(Articles L.5211-12, R.5211-4 et R.5723-1 du CGCT)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>						
Population (habitants) (1)	PRESIDENTS			VICE-PRESIDENTS		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES		% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 500	2,37%	1 100,81	91,73	0,95%	441,25	36,77
de 500 à 999	3,35%	1 556,00	129,67	1,34%	622,40	51,87
de 1 000 à 3 499	6,10%	2 833,32	236,11	2,33%	1 082,24	90,19
de 3 500 à 9 999	8,47%	3 934,14	327,84	3,39%	1 574,58	131,22
de 10 000 à 19 999	10,83%	5 030,31	419,19	4,33%	2 011,19	167,60
de 20 000 à 49 999	12,80%	5 945,33	495,44	5,12%	2 378,13	198,18
de 50 000 à 99 999	14,77%	6 860,35	571,70	5,91%	2 745,07	228,76
de 100 000 à 199 999	17,72%	8 230,56	685,88	8,86%	4 115,28	342,94
plus de 200 000	18,71%	8 690,40	724,20	9,35%	4 342,88	361,91

\* Sont concernés les syndicats mixtes ouverts associant exclusivement des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions.

(1) La population à prendre en compte est égale à celle de l'ensemble des communes composant l'établissement public concerné.

## INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DES CENTRES DE GESTION (Arrêté du 28 septembre 2001)

Indice de base = IB 1022 (IM 826)  
IM 826 au 1er février 2017 =

46 447,88 Euros annuel

INDEMNITES MAXIMALES 1/02/2017						
Effectifs du Centre de Gestion (1)	PRESIDENTS			VICE-PRESIDENTS		
	% de l'IB 1022	MONTANT DES INDEMNITES		% de l'indemnité du président	MONTANT DES INDEMNITES	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 5 000 agents	40%	18 579,15	1 548,26	30%	5 573,75	464,48
de + de 5 000 à 9 000 et +	45%	20 901,55	1 741,80	30%	6 270,46	522,54
de + de 9 000 à 12 000 et +	50%	23 223,94	1 935,33	30%	6 967,18	580,60
de + de 12 000 à 20 000 et +	60%	27 868,73	2 322,39	30%	8 360,62	696,72
de + de 20 000 à 30 000 et +	65%	30 191,12	2 515,93	30%	9 057,34	754,78
de plus de 30 000 agents	70%	32 513,52	2 709,46	30%	9 754,05	812,84

(1) Les effectifs (= nombres d'agents) pris en compte sont ceux résultant de l'enquête annuelle sur les personnels des collectivités territoriales et des services publics locaux publiés par l'INSEE.

**INDEMNITES DE FONCTION DES PRESIDENTS ET VICE-PRESIDENTS DE SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS**  
(Articles L.1424-27 et L.3123-16)

<b>INDEMNITES MAXIMALES AU 1/02/2017</b>						
Population départementale	<b>PRESIDENTS DE SDIS</b>			<b>VICE-PRESIDENTS DE SDIS</b>		
	% de l'indemnité de conseiller général	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>		% de l'indemnité de conseiller général	<b>MONTANT DES INDEMNITES</b>	
		annuelles	mensuelles		annuelles	mensuelles
moins de 250 000	50%	9 289,58	774,13	25%	4 644,79	387,07
250 000 à - de 500 000	50%	11 611,97	967,66	25%	5 805,99	483,83
500 000 à - de 1 million	50%	13 934,36	1 161,20	25%	6 967,18	580,60
1 million à - de 1,25 million	50%	15 095,56	1 257,96	25%	7 547,78	628,98
1,25 million et plus	50%	16 256,76	1 354,73	25%	8 128,38	677,36